



# Assemblée générale

Distr. générale  
14 janvier 2022  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur la détention arbitraire

### **Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention arbitraire à sa quatre-vingt-douzième session (15-19 novembre 2021)**

#### **Avis n° 45/2021 concernant Mohamed Hassan Mohamed Salaheldin el-Baker, Mahinour Mohamed Abdel-Salam Mohamed el-Masry, Amr Mohamed Adel Imam Mohamed Mostafa et Hoda Abdel Moneam Abdel Aziz Hassan (Égypte)**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1991/42. Son mandat a été précisé et renouvelé dans la résolution 1997/50 de la Commission. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et à sa décision 1/102, le Conseil des droits de l'homme a repris le mandat de la Commission. Le Conseil a reconduit le mandat du Groupe de travail pour une nouvelle période de trois ans dans sa résolution 42/22.
2. Le 5 février 2021, conformément à ses méthodes de travail<sup>1</sup>, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement égyptien une communication concernant Mohamed Hassan Mohamed Salaheldin el-Baker, Mahinour Mohamed Abdel-Salam Mohamed el-Masry, Amr Mohamed Adel Imam Mohamed Mostafa et Hoda Abdel Moneam Abdel Aziz Hassan. Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication. L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
3. Le Groupe de travail estime que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :
  - a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I) ;
  - b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II) ;
  - c) Lorsque l'inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États concernés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III) ;

---

<sup>1</sup> [A/HRC/36/38](#).



d) Lorsqu'un demandeur d'asile, un immigrant ou un réfugié est soumis à une détention administrative prolongée sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV) ;

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains (catégorie V).

### Informations reçues

#### *Communication émanant de la source*

4. Mohamed Hassan Mohamed Salaheldin el-Baker est un citoyen égyptien, né en 1980, qui vivait au Caire au moment des faits. Avocat spécialiste des droits de l'homme, M. El-Baker a fondé le Centre Adalah pour les droits et les libertés, dont il est le directeur exécutif. Le Centre fournit une aide juridique aux détenus politiques et aux prisonniers d'opinion, tout en promouvant les droits civils et politiques.

5. Selon les informations reçues, M. El-Baker a été arrêté le 29 septembre 2019, sans mandat d'arrêt, alors qu'il se trouvait dans les locaux du Bureau du procureur général de la sûreté de l'État, situés dans l'arrondissement cairote de Fifth Settlement. Il y représentait l'un de ses clients, militant et défenseur des droits de l'homme, à une audition d'enquête.

6. M. El-Baker a été interrogé, alors qu'il était menotté et que son avocat était absent, sur sa participation au mécanisme de l'Examen périodique universel. Par la suite, il a été mis en cause dans l'affaire n° 1356/2019, la même que celle de son client, pour publication de fausses nouvelles, appartenance à un groupe terroriste et réception de fonds destinés à réaliser les objectifs de ce groupe, sur la base d'accusations qui seraient sans fondement. Il a fait l'objet d'une mesure de placement en détention provisoire de quinze jours en attendant les résultats de l'enquête. Il a ensuite été emmené dans un lieu inconnu où il aurait été soumis à une disparition forcée pendant vingt-quatre heures.

7. Le 30 septembre 2019, l'avocat de M. El-Baker s'est rendu dans les locaux du Bureau du procureur général de la sûreté de l'État pour s'enquérir du sort de son client et du lieu où il se trouvait. Il n'a pu obtenir aucune information. À 17 heures, il s'est rendu au poste de police de l'arrondissement de Fifth Settlement dans le même but. La police l'a informé que M. El-Baker avait effectivement été détenu dans ce commissariat et qu'il avait été transféré ce matin-là.

8. Le 1<sup>er</sup> octobre 2019, des membres de la famille de M. El-Baker se sont rendus dans les locaux de l'administration pénitentiaire pour demander où se trouvait leur proche. Ils ont été informés qu'il avait été emmené à la prison de haute sécurité de Tora le 30 septembre 2019, que les visites y étaient interdites pendant les dix premiers jours de détention, et que même après cela, elles ne seraient possibles que sur autorisation des autorités chargées de la sécurité.

9. Le 2 octobre 2019, des membres de la famille de M. El-Baker se sont rendus à la prison de Tora pour obtenir confirmation que leur proche y était effectivement détenu. Après quatre heures d'attente, ils n'ont été autorisés qu'à lui laisser de l'argent. Le 8 octobre 2019, ils ont enfin été autorisés à lui rendre visite en prison. La visite a duré dix minutes et s'est déroulée sous la stricte surveillance de gardes.

10. Le 9 octobre 2019, lorsque M. El-Baker a été présenté au parquet pour le renouvellement de sa détention provisoire, il a mentionné que lors de son transfert à la prison, le 30 septembre 2019, on lui avait bandé les yeux et on l'avait fait marcher en position courbée tout en lui infligeant des insultes, des coups et des humiliations. Il avait été privé de tous ses effets, y compris de ses articles d'hygiène personnelle, et on l'avait revêtu d'un uniforme de prisonnier, de manière dégradante, alors qu'il avait les yeux bandés.

11. Le 10 octobre 2019, l'avocat de M. El-Baker a lui a rendu visite en prison, pendant dix minutes et sous surveillance, ce qui ne lui a pas permis de demander à son client des précisions sur les atteintes qui avaient été portées à ses droits.

12. Selon la source, M. El-Baker a été détenu dans de mauvaises conditions. Sa cellule était sombre, sans ventilation ni eau propre, et on l'empêchait de faire de l'exercice physique. En outre, lorsque en raison de problèmes rénaux chroniques, encore aggravés par le manque d'eau propre, M. El-Baker a demandé à être examiné par le médecin de la prison, il a essuyé un refus.

13. La détention provisoire de M. El-Baker a été renouvelée tous les quinze jours à partir de la date de son arrestation, et ce, jusqu'au 18 février 2020, lorsque le tribunal pénal du Caire a ordonné sa mise en liberté pendant que l'enquête suivait son cours. Le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État a fait appel de l'ordonnance de mise en liberté. L'appel ayant été accueilli le 20 février 2020, la détention provisoire de M. El-Baker a fait l'objet d'un nouveau renouvellement, pour une période de quarante-cinq jours cette fois, sans aucune justification. Depuis lors, la détention provisoire de M. El-Baker a été renouvelée tous les quarante-cinq jours.

14. À partir du 10 mars 2020, par suite des restrictions imposées par les autorités égyptiennes en prétextant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), M. El-Baker a été empêché non seulement de recevoir des visites, mais aussi d'assister aux audiences qui le concernaient devant le parquet. L'avocat de M. El-Baker a comparu à l'audience du 20 juin 2020 au nom de son client, dont il a demandé la mise en liberté motif pris du procédé illégal par lequel sa détention avait été renouvelée. Il a invoqué la violation de l'article 142 du Code pénal selon lequel le mis en cause doit être entendu lorsqu'est examiné le renouvellement de l'ordonnance de placement en détention rendue à son encontre.

15. À partir du 10 mars 2020, les membres de la famille de M. El-Baker ont également éprouvé des difficultés à prendre contact avec lui, même par écrit, et à lui faire parvenir des médicaments et des produits d'hygiène personnelle.

16. Depuis la reprise des visites le 22 août 2020, M. El-Baker a été autorisé à recevoir des visites familiales une fois par mois, limitées à une personne et à 10 minutes. Le détenu a également été empêché de recevoir la visite de son avocat, qui était seulement autorisé à assister aux audiences.

17. Le 31 août 2020, M. El-Baker a été amené devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État pour interrogatoire. Il y a appris qu'un nouveau dossier, portant le n° 855/2020, avait été ouvert à son encontre. Il était accusé de participation à une organisation terroriste et d'entente criminelle en vue de commettre une infraction terroriste. Selon l'enquête du Bureau du procureur général de la sûreté de l'État, il avait profité de ses visites et de ses heures d'exercice en détention pour communiquer avec des membres d'un groupe terroriste dans le but de lui trouver de nouvelles recrues et de contribuer à la réalisation de ses objectifs de perturbation de la sécurité du pays.

18. M. El-Baker s'est défendu devant le parquet en expliquant que ses conditions de détention, notamment les restrictions imposées, dès octobre 2019, aux visites qu'ils pouvait recevoir, et la suspension totale, à dater de mars 2020, des visites à la prison, auraient rendu impossible la commission de tels actes. L'avocat de M. El-Baker a demandé la mise en liberté de son client, contestant la validité de l'interrogatoire au motif que le mis en cause n'avait été mis en présence d'aucune preuve étayant les accusations portées contre lui.

19. M. El-Baker a alors fait l'objet d'une mesure de placement en détention provisoire de quinze jours, en attendant les résultats de l'enquête dans la nouvelle affaire. La source relève que la durée de sa détention provisoire continue d'être calculée sur la base de la première affaire, n° 1356/2019, et que sa deuxième période de détention provisoire commencera à courir lorsque la période de détention au titre de la première affaire aura atteint sa limite de deux ans, s'il n'est pas fixé de date de procès.

20. Dans le cadre de la première affaire, n° 1356/2019, la détention provisoire de M. El-Baker a été renouvelée tous les quarante-cinq jours à partir du 31 août 2020, et pour la dernière fois en date le 22 décembre 2020. Il reste détenu à la prison de haute sécurité de Tora.

21. Le 23 novembre 2020, le tribunal pénal du Caire a fait inscrire le nom de M. El-Baker, de même que ceux de 27 autres personnalités politiques et défenseurs des droits de l'homme, sur la liste nationale du terrorisme, ce qui lui a valu d'être soumis à une interdiction de voyager pendant cinq ans et au gel de ses avoirs pendant trois ans.

22. Mahinour Mohamed Abdel-Salam Mohamed el-Masry est une citoyenne égyptienne, née en 1986, qui vivait à Alexandrie au moment des faits. Avocate spécialiste des droits de l'homme, elle s'emploie à promouvoir l'indépendance de la justice et les droits des prisonniers en organisant des manifestations pacifiques, en sensibilisant le public par le truchement des médias sociaux et en menant des initiatives de soutien aux prisonniers politiques, sous la forme d'activités de solidarité et de collecte de fonds pour financer les cautions.

23. Selon les informations reçues, le 22 septembre 2019, M<sup>me</sup> El-Masry représentait l'un de ses clients à une audition d'enquête devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État, dans l'arrondissement cairote de Fifth Settlement. Elle avait remis son téléphone portable à l'entrée du bâtiment, car il était interdit aux civils de garder leur appareil sur eux lorsqu'ils se trouvaient dans les locaux du parquet. M<sup>me</sup> El-Masry est sortie pour passer un appel téléphonique. Alors qu'elle était en conversation téléphonique, un agent de la Sûreté de l'État lui a pris son téléphone. Elle a été emmenée jusqu'à un minibus qui l'a conduite aux locaux de la Sûreté de l'État.

24. Le 23 septembre 2019, M<sup>me</sup> El-Masry a été interrogée par le procureur. Elle a été mise en cause, dans le cadre de l'affaire n° 488/2019, pour coopération avec un groupe terroriste et publication de fausses nouvelles mettant en danger la sécurité et l'intérêt publics.

25. Au cours de l'enquête, M<sup>me</sup> El-Masry a demandé à savoir à quel groupe il lui était reproché d'appartenir et quelles fausses nouvelles il lui était reproché d'avoir publiées. Le procureur a refusé de répondre à ses questions. L'avocat de M<sup>me</sup> El-Masry a également demandé au procureur de présenter le mandat d'arrêt qui aurait été délivré à l'encontre de sa cliente. Le procureur a rejeté cette demande. Le parquet a ordonné que M<sup>me</sup> El-Masry soit placée en détention provisoire pendant quinze jours, en attendant les résultats de l'enquête.

26. Depuis la comparution initiale de M<sup>me</sup> El-Masry devant le parquet, sa détention provisoire a été renouvelée tous les quinze jours, jusqu'au 29 janvier 2020, après quoi son dossier a été transféré à la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire, qui est habilité à renouveler cette mesure de quarante-cinq jours en quarante-cinq jours. Depuis lors, la détention provisoire de M<sup>me</sup> El-Masry a été renouvelée tous les quarante-cinq jours.

27. En détention, M<sup>me</sup> El-Masry a été empêchée de communiquer avec d'autres prisonniers et a été placée sous haute surveillance. Du 10 mars au 22 août 2020, elle a été coupée du monde extérieur, les visites à la prison ayant été suspendues dans le cadre des restrictions liées à la COVID-19. Même après leur reprise, le 22 août, les visites sont restées très limitées, car elles se déroulaient sous haute surveillance. La détenue s'est vu refuser le droit de voir son avocat en prison.

28. Le 30 août 2020, M<sup>me</sup> El-Masry a été amenée devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État pour interrogatoire. Elle y a appris qu'un nouveau dossier, portant le n° 855/2020, avait été ouvert à son encontre. Mise en cause pour participation à une organisation illégalement constituée, elle a fait l'objet d'une mesure de placement en détention provisoire dans le cadre de cette nouvelle affaire.

29. La détention provisoire de M<sup>me</sup> El-Masry au titre de la première affaire a été renouvelée pour quarante-cinq jours par la suite, pendant que se poursuivait l'enquête ; sa détention provisoire relative à la seconde affaire courra à partir du moment où elle sera libérée de la première, ou lorsque la limite de deux ans applicable aux détentions avant jugement aura été atteinte, s'il n'est pas fixé de date de procès.

30. Depuis lors, la détention provisoire de M<sup>me</sup> El-Masry a été renouvelée tous les quarante-cinq jours, le dernier renouvellement en date ayant eu lieu le 19 janvier 2021. Lors de sa dernière comparution en date, M<sup>me</sup> El-Masry a alerté les juges sur la situation dans la prison d'Al-Qanater, où elle était détenue depuis son arrestation. L'engorgement y avait atteint un niveau susceptible d'accroître les risques liés à la COVID-19, faute de distanciation physique et de précautions d'hygiène.

31. Amr Mohamed Adel Imam Mohamed Mostafa est un citoyen égyptien, né en 1980, qui vivait au Caire au moment des faits et travaillait comme avocat spécialiste des droits de l'homme pour l'organisation égyptienne Arabic Network for Human Rights Information (Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'homme).

32. Selon les informations reçues, le matin du 16 octobre 2019, à 2 heures, la maison de M. Imam a fait l'objet d'une descente de 12 agents, soit quatre policiers en uniforme et huit agents de la sécurité nationale en civil. Les agents ont inspecté la maison, saisi le téléphone et l'ordinateur personnel portables de M. Imam, et ont arrêté celui-ci sans présenter de mandat ni fournir d'explication à l'appui de la légalité de cette mesure. Des agents de la sécurité nationale l'auraient ensuite maintenu en situation de disparition forcée pendant trente-cinq heures. Le matin du 16 octobre 2019, des membres de la famille de M. Imam ont envoyé un télégramme officiel au parquet et au Ministre de l'intérieur concernant l'enlèvement et la disparition de leur proche. Ces dépêches sont restées sans réponse.

33. La source affirme que M. Imam a été maltraité tout au long de sa disparition forcée. Il a été menotté et on lui a bandé les yeux à l'aide d'un morceau de tissu imbibé d'essence, ce qui lui a causé de fortes douleurs aux yeux. Ces mauvais traitements avaient apparemment pour but de l'intimider. Les agents de la sécurité nationale lui ont également dit que son arrestation était due à son travail relatif au dossier n° 1338/2019, et au fait qu'il avait annoncé son intention de faire une grève de la faim par solidarité avec une activiste renommée. Une semaine auparavant, celle-ci avait été enlevée sur la voie publique, au volant de sa voiture, puis détenue et torturée, ce qui l'avait amenée à entamer une grève de la faim.

34. Le 17 octobre 2019, à 13 heures, M. Imam a été amené devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État. Il a été mis en cause, dans le cadre de l'affaire n° 488/2019, pour appartenance à un groupe terroriste, publication de fausses nouvelles et usage illicite de réseaux sociaux. Il a informé le parquet des mauvais traitements qu'il avait subis. Sa déclaration n'a pas été prise en compte.

35. À l'issue du premier placement en détention provisoire de M. Imam, cette mesure a été renouvelée à plusieurs reprises tous les quinze jours, jusqu'au 10 mars 2020, date à laquelle son dossier a été transmis à la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire. Depuis lors, sa détention provisoire a été renouvelée tous les quarante-cinq jours.

36. La source relève que, depuis son arrestation, M. Imam est détenu à la prison de Tora en isolement cellulaire, à la demande spéciale de l'Agence nationale de sécurité. Il était certes autorisé à recevoir des visites familiales, mais celles-ci avaient lieu sous la stricte surveillance des autorités pénitentiaires. En outre, du 10 mars au 22 août 2020, M. Imam a été coupé du monde extérieur, les autorités ayant invoqué la pandémie de COVID-19 pour suspendre toutes les visites à la prison.

37. Le 26 août 2020, dans le cadre d'une nouvelle comparution devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État, M. Imam s'est vu mis en cause dans une nouvelle affaire, ouverte à son encontre sous le n° 855/2020. Il lui était reproché de faire partie d'un groupe terroriste et d'avoir apporté à celui-ci un soutien financier et des fournitures dans le but de commettre une infraction terroriste. Selon l'enquête, M. Imam était en contact avec un certain nombre de membres du groupe terroriste depuis l'intérieur de la prison et menait ses activités principalement lorsqu'il sortait pour faire de l'exercice physique ou pour comparaître devant les magistrats. Il était également allégué que le détenu recevait de l'argent de ces membres afin de le remettre à d'autres membres lors de visites.

38. Depuis lors, la détention provisoire de M. Imam a été renouvelée tous les quarante-cinq jours, le dernier renouvellement en date ayant eu lieu le 27 décembre 2020. M. Imam reste à l'isolement et son avocat n'a été autorisé à lui rendre visite qu'une seule fois en prison depuis le début de sa détention.

39. Hoda Abdel Moneam Abdel Aziz Hassan est une citoyenne égyptienne, née en 1959, qui vivait au Caire au moment des faits. M<sup>me</sup> Hassan est avocate spécialiste des droits de l'homme et membre du conseil d'administration de l'organisation Egyptian Coordination for Rights and Freedoms (Coordination égyptienne pour les droits et libertés), qui surveille les violations des droits de l'homme, les documente et fournit une aide juridique à leurs victimes.

40. Selon les informations reçues, le matin du 1<sup>er</sup> novembre 2018, à 2 heures, un certain nombre de policiers et d'agents de la Sûreté de l'État, certains en civil et d'autres en uniforme, ont fait une descente au domicile de M<sup>me</sup> Hassan et l'ont arrêtée, sans présenter de mandat ni fournir d'explication en justification de la légalité de cette mesure. Ils lui ont bandé les yeux et se sont rendus avec elle au domicile d'un membre de sa famille. Ils ont inspecté les lieux avant de ramener M<sup>me</sup> Hassan à son propre domicile, qu'ils ont également inspecté, pendant environ deux heures et demie, tandis qu'elle était maintenue les yeux bandés dans une voiture. Elle a ensuite été conduite dans un lieu inconnu où elle a été maintenue en situation de disparition forcée pendant vingt jours. Le 2 novembre 2018, des membres de sa famille ont déposé plainte auprès du parquet et du Ministre de l'intérieur. Ces démarches sont restées sans réponse.

41. Le 21 novembre 2018, M<sup>me</sup> Hassan a comparu devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État au Caire, qui l'a mise en cause, dans le cadre du dossier n° 1552/2018, pour appartenance à un groupe terroriste et incitation à porter atteinte à l'économie nationale. Elle a ensuite été transférée à la prison pour femmes d'Al-Qanater.

42. La détention provisoire de M<sup>me</sup> Hassan a fait l'objet de renouvellements tous les quinze jours jusqu'au 31 octobre 2020. Depuis, elle est renouvelée tous les quarante-cinq jours par la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire.

43. À la prison d'Al-Qanater, M<sup>me</sup> Hassan a été détenue dans une cellule mal ventilée, sale et infestée d'insectes. Elle a été empêchée, dès son arrestation, de recevoir toute visite familiale.

44. La santé de M<sup>me</sup> Hassan s'est gravement détériorée depuis qu'elle a été arrêtée. Elle souffre d'insuffisance rénale et d'hypertension. Elle a également eu une thrombose veineuse profonde et ce qui semblait être une embolie pulmonaire, tout en se voyant refuser les soins médicaux voulus.

45. Le 26 janvier 2020, comme elle présentait les symptômes d'une crise cardiaque, M<sup>me</sup> Hassan a été transférée à l'hôpital de la prison, où le médecin l'a informée qu'elle souffrait d'hypertension et d'un thrombus dans la jambe gauche. En dépit de son mauvais état de santé, elle a dû retourner en prison le même jour. Il s'en est suivi une grave détérioration de son état. Par la suite, elle a été admise dans un hôpital public, où elle a subi des examens médicaux supplémentaires, avant de revenir à l'hôpital de la prison le 27 janvier 2020. Deux jours plus tard, elle a été examinée par un médecin spécialiste qui a ordonné qu'un échocardiogramme soit effectué d'urgence. Cet examen n'a pas eu lieu. Elle a été renvoyée en prison par la suite.

46. Depuis lors, M<sup>me</sup> Hassan est maintenue en détention, spoliée de son droit à des soins médicaux, sauf pour les médicaments que les membres de sa famille fournissent périodiquement à l'administration pénitentiaire. Le 22 novembre 2020, en raison de la récurrence de fortes douleurs, elle a été transférée à l'hôpital de la prison et examinée par un médecin généraliste en formation. Elle a été informée que son rein gauche avait cessé de fonctionner et que son rein droit ne fonctionnait pas correctement. La détenue et les membres de sa famille se sont vu refuser l'accès au dossier médical ainsi qu'à toute information concernant les examens subis.

47. En décembre 2020, les membres de la famille de M<sup>me</sup> Hassan ont demandé au procureur général de permettre que la détenue subisse un examen médical. Leur demande a été rejetée et on les a empêchés d'accéder aux rapports médicaux relatifs à leur proche. Celle-ci n'a pas non plus été autorisée à recevoir les médicaments dont elle avait besoin.

48. Lorsque M<sup>me</sup> Hassan a comparu à l'audience du 6 décembre 2020 consacrée au renouvellement de sa détention provisoire, elle présentait des signes de fortes douleurs physiques et de difficulté de mouvement. Elle a informé le juge que la clinique de la prison n'était pas en mesure de lui prodiguer les soins médicaux appropriés. Sa détention a néanmoins été renouvelée.

49. Le 17 janvier 2021, la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire a tenu une séance pour examiner le renouvellement de la détention provisoire de M<sup>me</sup> Hassan, alors qu'elle avait été détenue à titre provisoire pour une durée totale dépassant la limite de deux ans fixée par le Code de procédure pénale. Au cours de cette séance, ayant été autorisée à prendre la

parole, la mise en cause s'est adressée aux juges et aux avocats. Elle a déclaré qu'elle se heurtait à un refus systématique de soins médicaux, et qu'elle exigeait d'être examinée par un médecin spécialiste et de recevoir un traitement médical adéquat. Sa détention a été renouvelée pour une période supplémentaire de quarante-cinq jours, et sa situation reste critique.

#### Catégorie I

50. La source affirme qu'il est impossible d'invoquer un quelconque fondement juridique pour justifier la privation de liberté des quatre défenseurs des droits de l'homme. Aucun d'entre eux ne s'est vu présenter de mandat d'arrêt au moment de sa privation de liberté. Tous ont été abusivement mis en cause, sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces, les mêmes qui seraient constamment utilisées contre les opposants politiques et les défenseurs des droits de l'homme en Égypte. Les charges retenues étaient trop vastes, vagues et générales, comme attesté, notamment, par le fait que le parquet n'a pas précisé à quel groupe il était reproché aux défenseurs des droits de l'homme d'appartenir.

#### Catégorie II

51. Selon la source, l'arrestation et la détention des quatre défenseurs des droits de l'homme relèvent de la catégorie II, en ce que leur privation de liberté résulte de l'exercice des droits ou des libertés garantis par l'article 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 26 du Pacte. À cet égard, la source affirme que l'arrestation des quatre intéressés est la manifestation d'une discrimination à l'encontre des avocats et des défenseurs des droits de l'homme en Égypte.

52. La source fait également valoir que, dans le cas de M. Imam, la privation de liberté résulte de l'exercice des droits ou libertés garantis par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 19 du Pacte, dès lors que son arrestation est intervenue immédiatement après qu'il avait manifesté sa solidarité avec une autre détenue.

#### Catégorie III

53. La source affirme que la privation de liberté de M. El-Baker, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan relève de la catégorie III en ce qu'elle a donné lieu à une inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, d'une gravité suffisante pour la rendre arbitraire. M. El-Baker a assisté à sa première audition d'enquête en l'absence de son avocat, en violation de son droit à l'assistance d'un conseil avant le procès. En outre, il a subi des mauvais traitements, en violation de son droit de ne pas être soumis à la torture et à de tels actes, et il a été maintenu dans de mauvaises conditions de détention, en violation de son droit à des conditions de détention humaines.

54. M. El-Baker fait l'objet d'un déni de soins médicaux, en violation de son droit à la santé. Ce déni serait délibéré puisqu'il s'est vu refuser la possibilité d'être examiné par un médecin depuis le début de sa détention, et qu'il a essuyé un refus même lorsqu'il a demandé à être examiné par un médecin de la prison.

55. M. Imam a fait l'objet d'une disparition forcée, selon la source, en violation de son droit à la liberté et de son droit à l'accès au monde extérieur, qui sont des garanties essentielles à l'équité du procès. La source fait valoir que même si la disparition a été de courte durée, elle constitue une violation du droit interne et du droit international en ce qu'elle a soustrait le détenu à la protection de la loi et l'a exposé à de mauvais traitements. Il a été maltraité en violation du droit de ne pas être soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements.

56. M<sup>me</sup> Hassan aurait fait l'objet d'une disparition forcée, en violation de son droit à la liberté et de son droit à l'accès au monde extérieur, qui sont des garanties essentielles à l'équité du procès.

## Catégorie V

57. La source affirme que les privations de liberté des quatre défenseurs des droits de l'homme constituent des violations du droit international en ce qu'elles découlent d'une discrimination fondée sur la situation des détenus, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains. En l'occurrence, il est avancé que les arrestations et les détentions sont discriminatoires en ce qu'elles se fondent sur la profession des intéressés en tant qu'avocats et défenseurs des droits de l'homme.

58. Enfin, la source fait valoir que les défenseurs des droits de l'homme, alors qu'ils étaient placés en détention provisoire sous le coup de premières poursuites engagées contre eux, ont été mis en cause dans de nouveaux dossiers et sous de nouvelles accusations, similaires aux anciennes. En outre, la mise en cause de trois des avocats des droits de l'homme dans le cadre du même nouveau dossier n° 855/2020 met en évidence la pratique arbitraire qui consiste à porter de fausses accusations pour contrer toute activité perçue comme une forme d'opposition, en l'absence de preuves ou de preuves suffisantes. Il s'agirait d'une pratique systématique visant à maintenir les dissidents politiques pacifiques en détention pour des durées indéterminées.

*Réponse du Gouvernement*

59. Le 5 février 2021, suivant sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a transmis les allégations de la source au Gouvernement. Le Groupe de travail a demandé au Gouvernement de lui fournir, le 6 avril 2021 au plus tard, des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan, et d'exposer les éléments de droit justifiant le maintien en détention des intéressés ainsi que la compatibilité de cette mesure avec les obligations de l'Égypte au regard du droit international des droits de l'homme. En outre, le Groupe de travail a demandé au Gouvernement égyptien d'assurer la protection de l'intégrité physique et mentale des intéressés.

60. Le Groupe de travail regrette de ne pas avoir reçu de réponse du Gouvernement, d'autant que celui-ci n'a pas demandé de prolongation du délai fixé pour fournir les informations demandées, comme l'y autorise le paragraphe 16 des méthodes de travail du Groupe de travail. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de rendre le présent avis, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail.

**Examen**

61. Pour déterminer si la détention de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan était arbitraire, le Groupe de travail tient compte des principes énoncés dans sa jurisprudence concernant les règles de la preuve. Lorsque la source établit une présomption de violation des règles internationales constitutive de détention arbitraire, la charge de la preuve incombe au Gouvernement dès lors que celui-ci décide de contester les allégations<sup>2</sup>. En l'espèce, le Gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations à première vue crédibles formulées par la source.

62. La source affirme que la détention de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan constitue une privation arbitraire de liberté relevant des catégories I, II, III et V.

## Catégorie I

63. La source soutient que la détention des quatre défenseurs des droits de l'homme est arbitraire au sens de la catégorie I, car elle ne repose sur aucun fondement juridique. Elle y voit un mépris total de l'interdiction dont sont frappées l'arrestation et la détention arbitraires au regard de diverses dispositions du droit international des droits de l'homme.

64. La source affirme que, dans les circonstances qui ont entouré l'arrestation des quatre détenus, il est impossible d'invoquer une quelconque justification juridique à leur privation de liberté. Aucun d'entre eux ne s'est vu présenter de mandat d'arrêt au moment de sa privation de liberté. Tous ont en outre été fausement mis en cause, sur la base d'accusations fabriquées de toutes pièces, les mêmes qui seraient utilisées à tous les coups contre les

<sup>2</sup> Voir [A/HRC/19/57](#), par. 68.



opposants politiques et les défenseurs des droits de l'homme en Égypte. Les accusations étaient, selon la source, trop vastes, vagues et générales, comme l'atteste notamment le fait que le parquet n'a pas précisé à quel groupe les défenseurs des droits de l'homme étaient censés appartenir.

65. Le Groupe de travail relève que M. El-Baker a été arrêté le 29 septembre 2019, alors qu'il se trouvait dans les locaux du Bureau du procureur général de la sûreté de l'État, situés dans l'arrondissement cairote de Fifth Settlement, pour y représenter, à une audition d'enquête, l'un de ses clients, militant et défenseur des droits de l'homme. Il ne lui a pas été présenté de mandat d'arrêt au moment de cette arrestation. La source affirme également que le parquet a interrogé M. El-Baker, alors qu'il était menotté et sans son avocat, sur sa participation au mécanisme de l'Examen périodique universel, et l'a mis en cause pour publication de fausses nouvelles, appartenance à un groupe terroriste et réception de fonds destinés à réaliser les objectifs de ce groupe. M. El-Baker a fait l'objet d'une mesure de placement en détention provisoire de quinze jours en attendant les résultats de l'enquête, et il a été emmené dans un lieu inconnu où il aurait été maintenu en situation de disparition forcée pendant vingt-quatre heures.

66. Selon les informations de la source, le 22 septembre 2019, M<sup>me</sup> El-Masry représentait l'un de ses clients à une audition d'enquête devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État, dans l'arrondissement cairote de Fifth Settlement. Lorsqu'elle est sortie pour passer un appel téléphonique, un agent de la Sûreté de l'État lui a pris son téléphone portable, et elle a été emmenée en minibus aux locaux de la Sûreté de l'État. Le lendemain, 23 septembre 2019, elle a été interrogée par le procureur et mise en cause, dans le cadre de l'affaire n° 488/2019, pour coopération avec un groupe terroriste et publication de fausses nouvelles mettant en danger la sécurité et l'intérêt publics. Le procureur a refusé de lui répondre lorsqu'elle lui a demandé à quel groupe elle était censée appartenir et quelles fausses nouvelles elle était censée avoir publiées. Tout comme le parquet a refusé de présenter le mandat d'arrêt en vertu duquel elle aurait été arrêtée, avant d'ordonner son placement en détention provisoire pendant quinze jours, en attendant les résultats de l'enquête.

67. Selon les informations de la source, le matin du 16 octobre 2019, à 2 heures, la maison de M. Imam a fait l'objet d'une descente de 12 agents, soit quatre policiers en uniforme et huit agents de la sécurité nationale en civil. Son domicile a été perquisitionné, son téléphone et son ordinateur personnel portables ont été saisis. Lui-même a été arrêté sans se voir présenter de mandat d'arrêt ni fournir d'explication quant au fondement juridique de son arrestation. La source relate qu'il a ensuite été maintenu en situation de disparition forcée pendant trente-cinq heures. Le 16 octobre 2019, des membres de sa famille ont envoyé un télégramme officiel au parquet et au Ministre de l'intérieur concernant l'enlèvement et la disparition de leur proche. Ces dépêches sont restées sans réponse.

68. M. Imam aurait été maltraité pendant sa disparition forcée. On l'aurait menotté et on lui aurait bandé les yeux à l'aide d'un tissu imbibé d'essence, apparemment dans le but de l'intimider. Les agents de la sécurité nationale lui ont également dit que son arrestation était due à son travail relatif au dossier n° 1338/2019, et au fait qu'il avait annoncé son intention de faire une grève de la faim par solidarité avec une activiste renommée. Une semaine auparavant, cette dernière aurait été enlevée sur la voie publique, alors qu'elle était au volant de sa voiture, puis détenue et torturée, ce qui l'avait amenée à entamer une grève de la faim.

69. Le 17 octobre 2019, M. Imam a été amené devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État. Il a été mis en cause, dans le cadre de l'affaire n° 488/2019, pour appartenance à un groupe terroriste, publication de fausses nouvelles et usage illicite de réseaux sociaux. Il aurait informé le parquet des mauvais traitements qu'il avait subis. Sa déclaration n'a pas été prise en compte.

70. Les circonstances de l'arrestation de M<sup>me</sup> Hassan ressemblent matériellement à celles de l'arrestation de M. Imam. Selon les informations de la source, le matin du 1<sup>er</sup> novembre 2018, à 2 heures, un certain nombre de policiers et d'agents de la Sûreté de l'État, certains en civil et d'autres en uniforme, ont fait une descente au domicile de M<sup>me</sup> Hassan et l'ont arrêtée, sans présenter de mandat d'arrêt ni fournir d'explication quant au fondement juridique de son arrestation. Ils lui ont bandé les yeux et se sont rendus avec elle au domicile d'un membre de sa famille. Ils ont inspecté les lieux avant de ramener M<sup>me</sup> Hassan à son propre domicile,

qu'ils ont également inspecté, pendant environ deux heures et demie, tandis qu'elle était maintenue les yeux bandés dans une voiture. Elle a ensuite été conduite dans un lieu inconnu où elle aurait été maintenue en situation de disparition forcée pendant vingt jours. Le 2 novembre 2018, des membres de sa famille ont déposé plainte auprès du parquet et du Ministre de l'intérieur. Ces démarches sont restées sans réponse.

71. Le 21 novembre 2018, M<sup>me</sup> Hassan a comparu devant le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État du Caire, qui l'a mise en cause, dans le cadre du dossier n° 1552/2018, pour appartenance à un groupe terroriste et incitation à porter atteinte à l'économie nationale. Elle a ensuite été transférée à la prison pour femmes d'Al-Qanater.

72. Le Groupe de travail a précédemment déclaré que pour qu'une privation de liberté soit fondée en droit, les autorités devaient invoquer ce fondement juridique et l'appliquer aux circonstances de l'espèce au moyen d'un mandat d'arrêt. En d'autres termes, le droit international relatif à la détention comprend le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt garantissant l'exercice d'un contrôle effectif par une autorité judiciaire compétente, indépendante et impartiale. Cette garantie procédurale est inhérente au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et à l'interdiction de la privation arbitraire de liberté visés aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 9 et 14 du Pacte, et aux principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement<sup>3</sup>. Cette garantie n'a pas été donnée à M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan<sup>4</sup>.

73. Selon les informations de la source, les quatre défenseurs des droits de l'homme ont été soumis à une détention provisoire qui a été renouvelée de quinze jours en quinze jours. Dans le cas de M. El-Baker, ces renouvellements se sont poursuivis jusqu'au 18 février 2020, lorsque le tribunal pénal du Caire a ordonné sa mise en liberté en attendant les résultats de l'enquête. À la suite de l'appel interjeté par le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État contre l'ordonnance de mise en liberté, la détention provisoire de M. El-Baker a été renouvelée pour une période supplémentaire initiale de quarante-cinq jours, renouvelée ensuite tous les quarante-cinq jours.

74. La détention provisoire de M<sup>me</sup> El-Masry a été renouvelée tous les quinze jours, jusqu'au 29 janvier 2020, après quoi son dossier a été transféré à la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire, qui est habilité à renouveler les détentions provisoires pour des périodes de quarante-cinq jours. Depuis lors, la période de détention provisoire a été renouvelée tous les quarante-cinq jours. De même que la détention provisoire de M. Imam a été renouvelée tous les quinze jours, jusqu'au 10 mars 2020, date à laquelle son dossier a été transmis à la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire. Depuis lors, cette mesure a été renouvelée tous les quarante-cinq jours. La détention provisoire de M<sup>me</sup> Hassan a fait l'objet de renouvellements tous les quinze jours jusqu'au 31 octobre 2020. Depuis lors, la chambre du conseil du tribunal pénal du Caire la renouvelle à intervalles de quarante-cinq jours.

75. Dans certaines circonstances, le droit international régissant les arrestations permet de restreindre le droit à la liberté de la personne. Les garanties relatives à cette liberté n'en comprennent pas moins, dans le but d'assurer l'objectivité de la procédure d'arrestation, le droit de se voir présenter un mandat d'arrêt, sauf en situation de flagrant délit. C'est en outre

<sup>3</sup> Depuis le début de son mandat, le Groupe de travail considère qu'arrêter des personnes sans mandat rend leur détention arbitraire. Voir, par exemple, les décisions n°s 1/1993, par. 6 et 7 ; 3/1993, par. 6 et 7 ; 4/1993, par. 6 ; 5/1993, par. 6 ainsi que 8 et 9 ; 27/1993, par. 6 ; 30/1993, par. 14 et 17 a) ; 36/1993, par. 8, ; 43/1993, par. 6 ; 44/1993, par. 6 et 7. Pour une jurisprudence plus récente, voir les avis n°s 38/2013, par. 23 ; 48/2016, par. 48 ; 21/2017, par. 46 ; 63/2017, par. 66 ; 76/2017, par. 55, 83/2017, par. 65 ; 88/2017, par. 27 ; 93/2017, par. 44 ; 3/2018, par. 43 ; 10/2018, par. 46 ; 26/2018, par. 54 ; 30/2018, par. 39 ; 38/2018, par. 63 ; 47/2018, par. 56 ; 51/2018, par. 80 ; 63/2018, par. 27 ; 68/2018, par. 39 ; 82/2018, par. 29 ; 6/2020, par. 40 ; 11/2020, par. 38 ; 13/2020, par. 47 ; 14/2020, par. 50 ; 31/2020, par. 41 ; 32/2020, par. 33 ; 33/2020, par. 54 ; 34/2020, par. 46.

<sup>4</sup> Voir, par exemple, les avis n°s 93/2017, par. 44 ; 10/2018, par. 45 et 46 ; 36/2018, par. 40 ; 46/2018, par. 48 ; 9/2019, par. 29 ; 32/2019, par. 29 ; 33/2019, par. 48 ; 44/2019, par. 52 ; 45/2019, par. 51 ; 46/2019, par. 51 ; 65/2019, par. 59 ; 71/2019, par. 70 ; 72/2019, par. 40 ; 82/2019, par. 74 ; 6/2020, par. 39 ; 11/2020, par. 37 ; 13/2020, par. 46 ; 14/2020, par. 49 ; 31/2020, par. 40 ; 32/2020, par. 32 ; 33/2020, par. 53 et 71 ; 34/2020, par. 44.

à une instance judiciaire compétente, indépendante et impartiale qu'il revient de décider si l'arrestation est justifiée. Cette garantie procédurale est inhérente au droit à la liberté et à la sécurité de la personne et à l'interdiction de la privation arbitraire de liberté visés aux articles 3 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, à l'article 9 du Pacte, et aux principes 2, 4 et 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

76. Le Groupe de travail estime également que pour conférer un fondement juridique à la privation de liberté, les autorités auraient dû informer chacun des quatre intéressés des motifs de leur arrestation au moment où celle-ci a eu lieu, et leur notifier sans tarder les accusations portées contre eux. Le manquement à cette obligation constitue une violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de l'article 9 du Pacte et du principe 10 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Il *vide* par ailleurs l'arrestation de tout fondement juridique.

77. Le Groupe de travail a aussi rappelé que, selon l'article 9 (par. 3) du Pacte, la détention provisoire devrait être l'exception et non la règle et elle devrait être ordonnée pour une durée aussi brève que possible. En d'autres termes, la liberté est reconnue par l'article 9 (par. 3) du Pacte en tant que principe essentiel, la détention ne devant intervenir qu'à titre exceptionnel. La détention avant jugement doit reposer sur une évaluation au cas par cas déterminant qu'elle est raisonnable et nécessaire, par exemple, pour éviter que l'intéressé ne prenne la fuite, ne modifie des preuves ou ne commette une nouvelle infraction.

78. Le Groupe de travail relève que selon la source, les quatre défenseurs des droits de l'homme n'ont pas été traduits devant un juge dans le plus court délai, à savoir, sauf circonstances absolument exceptionnelles, dans les quarante-huit heures suivant leur arrestation, comme le veut la norme internationale inscrite dans sa jurisprudence.

79. Selon les Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal, le droit de contester la légalité de sa détention est un droit de l'homme à part entière qui est essentiel à la préservation de l'état de droit dans une société démocratique. Son absence constitue une violation des droits de l'homme. Ce droit, qui n'est autre qu'une norme impérative du droit international, s'applique à toutes les formes et situations de privation de liberté. Le contrôle juridictionnel de la privation de liberté constitue une garantie fondamentale de la liberté de la personne et est indispensable pour que la détention soit juridiquement fondée.

80. Le Groupe de travail est particulièrement préoccupé par l'absence de contrôle juridictionnel indépendant sur les actions de l'autorité détentrice, et par le rôle du parquet égyptien qui prend des mesures de détention, d'enquête, de mise en cause et de poursuite. De fait, conformément à l'article 9 du Pacte, les détenus doivent être traduits devant un juge dans le plus court délai, au plus tard quarante-huit heures après leur arrestation, de sorte que les actions de l'autorité détentrice et le fondement juridique de ces actions puissent faire l'objet d'un examen et qu'une décision puisse être rendue quant aux droits et au sort des détenus. En tant que fonctionnaires auxquels revient la charge d'enquêter sur les défenseurs et de les mettre en cause, tout en étant régulièrement sous la tutelle du pouvoir exécutif, les procureurs ne sauraient être considérés comme des autorités judiciaires indépendantes au sens de l'article 9 (par. 3) du Pacte<sup>5</sup>. Le Gouvernement a eu l'occasion, sans toutefois la saisir, de montrer que la détention de ces personnes avait été soumise, dans les meilleurs délais, à un contrôle juridictionnel indépendant, comme l'exige le droit international.

81. Le Groupe de travail constate que les quatre défenseurs des droits de l'homme n'ont pas eu le droit de comparaître devant un tribunal de sorte que celui-ci puisse statuer sans délai sur la légalité de leur détention, comme le prévoient les articles 3, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 9 du Pacte et les principes 11, 32, 37 et 38 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme

<sup>5</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35 (2014), par. 32 et 33.

quelconque de détention ou d'emprisonnement. Le Groupe de travail conclut à la violation de ce droit et de ces principes.

82. Le Groupe de travail a affirmé à maintes reprises que la détention secrète d'une personne, dans un lieu et des circonstances non communiqués à la famille, constituait également une violation de son droit de contester la légalité de sa détention devant un tribunal, tel que l'énonce l'article 9 (par. 4) du Pacte. Le contrôle juridictionnel de la privation de liberté constitue une garantie fondamentale de la liberté de la personne. Il est essentiel au fondement juridique de la détention. En l'espèce, les quatre défenseurs des droits de l'homme ont été incarcérés dans des circonstances telles qu'ils n'ont pas pu, pendant un certain laps de temps, contester leur détention devant un tribunal. En conséquence, leur droit à un recours effectif garanti par l'article 8 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et par l'article 2 (par. 3) du Pacte a été violé.

83. Le Groupe de travail note que les quatre défenseurs des droits de l'homme ont été, pendant des périodes variables, maintenus dans des lieux inconnus de leur famille et de leur avocat. Lorsqu'elle se caractérise par un refus délibéré de révéler le sort des personnes concernées ou le lieu où elles se trouvent, ou de reconnaître la détention, la privation de liberté est dépourvue de tout fondement juridique valable, quelles que soient les circonstances ; elle équivaut alors à une disparition forcée, considérée comme une forme aggravée de détention arbitraire<sup>6</sup>. Elle soustrait également les intéressés à la protection de la loi, en violation de l'article 6 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 16 du Pacte. Le défaut du Gouvernement d'informer les familles de leur arrestation et de leur lieu de détention emporte violation du principe 16 (par. 1) de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement.

84. En conséquence, le Groupe de travail estime que le Gouvernement n'a pas établi le fondement juridique de la détention de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan. Leur détention était donc arbitraire et relevait de la catégorie I.

## Catégorie II

85. En ce qui concerne le caractère arbitraire de la détention des quatre défenseurs des droits de l'homme au titre de la catégorie II, la source affirme que leur détention résulte de l'exercice des droits ou des libertés garantis par l'article 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 26 du Pacte. Elle fait valoir à cet égard que l'arrestation des quatre intéressés est la manifestation de la discrimination dont sont victimes les avocats et les défenseurs des droits de l'homme en Égypte.

86. La source affirme en outre que, dans le cas de M. Imam, la privation de liberté résulte de l'exercice des droits ou des libertés garantis par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 19 du Pacte, étant donné que son arrestation a eu lieu immédiatement après qu'il eut manifesté sa solidarité avec un autre détenu.

87. Le Groupe de travail considère que les activités des quatre défenseurs des droits de l'homme est protégé par la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte, qui reconnaissent l'une comme l'autre, le droit de chacun à la liberté d'opinion et d'expression. Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce droit comprend la liberté de professer des opinions sans être inquiété, la liberté de chercher, de recevoir et de répandre les informations et les idées par quelque moyen que ce soit (art. 19) et le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques (art. 20). Le travail des défenseurs des droits de l'homme est également protégé par la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, aux termes de laquelle chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international, de

<sup>6</sup> Ibid., par. 17. Voir également l'avis n° 37/2021, par. 64.

communiquer avec des organisations non gouvernementales et de participer effectivement à la direction des affaires publiques<sup>7</sup>.

88. Le Groupe de travail est convaincu, sur la base des informations non réfutées soumises par la source, que les quatre personnes concernées ont été placées en détention en raison de l'exercice pacifique du droit à la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et d'association, et du droit de prendre part à la conduite des affaires publiques, et que leur détention était contraire aux articles 19 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 19 et 25 du Pacte. Leur détention est arbitraire et relève de la catégorie II. Le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression afin qu'elle en examine plus avant les circonstances et lui donne, le cas échéant, la suite appropriée.

89. Le Groupe de travail relève par ailleurs que ces quatre personnes ont été mises en cause notamment pour publication de fausses nouvelles mettant en danger la sécurité et l'intérêt publics, pour appartenance ou coopération avec un groupe terroriste, pour réception de fonds destinés à réaliser les objectifs du groupe terroriste, pour usage illicite de réseaux sociaux et pour incitation à porter atteinte à l'économie nationale. Dans ce contexte, il convient de noter que le droit international des droits de l'homme exige que les lois pénales invoquées soient rédigées avec précision, de sorte que les individus puissent les comprendre et adapter leur comportement en conséquence. Il s'agit également de garantir que les responsables de l'application des lois ne puissent, lorsqu'ils appliquent ces textes, les interpréter de façon incontrôlée, extensive et discrétionnaire<sup>8</sup>. Le Groupe de travail rappelle que lorsqu'ils sont formulés en des termes vastes, vagues ou imprécis, les textes de lois peuvent légitimer en droit interne des situations considérées comme des détentions arbitraires au regard du droit international des droits de l'homme<sup>9</sup>.

### Catégorie III

90. Ayant conclu que la privation de liberté de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan était arbitraire et relevait de la catégorie II, le Groupe de travail tient à souligner que ces quatre défenseurs des droits de l'homme ne devraient pas être traduits en justice. Cela étant, la source a fait valoir que la privation de liberté de ces personnes s'était accompagnée de violations graves de leur droit à un procès équitable et à une procédure régulière. Le Groupe de travail les examine successivement ci-après.

91. La source affirme que la privation de liberté de trois des quatre défenseurs des droits de l'homme, à savoir M. El-Baker, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan, relève de la catégorie III en ce qu'elle a donné lieu à une inobservation totale ou partielle des normes internationales relatives au droit à un procès équitable d'une gravité suffisante pour la rendre arbitraire. M. El-Baker a comparu à sa première audition d'enquête en l'absence de son avocat, en violation de son droit à l'assistance d'un conseil avant le procès. Il aurait également été soumis à des mauvais traitements, en violation de son droit de ne pas être soumis à la torture et à de tels actes, et il aurait été maintenu dans de mauvaises conditions de détention, en violation du droit à des conditions humaines de détention.

92. M. El-Baker aurait par ailleurs fait l'objet d'un déni de soins médicaux, en violation de son droit à la santé. Ce déni aurait été délibéré puisque le détenu s'est vu refuser la possibilité d'être examiné par un médecin depuis le début de sa détention, et qu'il a essuyé un refus même lorsqu'il a demandé à être examiné par un médecin de la prison.

<sup>7</sup> Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (résolution 53/144 de l'Assemblée générale, annexe), art. 1, 5 (al. a) et c)), 8 (par. 1) et 9 (par. 3). Voir également la résolution 70/161, dans laquelle l'Assemblée générale engage les États à prendre des mesures concrètes pour prévenir la pratique des arrestations et détentions arbitraires de défenseurs des droits de l'homme et y mettre fin et, à cet égard, demande instamment la libération des personnes détenues ou emprisonnées, en violation des obligations et engagements que le droit international des droits de l'homme impose aux États, alors qu'elles n'ont fait qu'exercer leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales.

<sup>8</sup> Comité des droits de l'homme, observation générale n° 35, par. 22 et 38.

<sup>9</sup> Avis n° 82/2020, par. 50 et 59.

93. La source affirme que M. Imam a fait l'objet d'une disparition forcée, en violation de son droit à la liberté et de son droit à l'accès au monde extérieur, qui sont des garanties essentielles à l'équité du procès. M<sup>me</sup> Hassan aurait de même fait l'objet d'une disparition forcée, en violation de son droit à la liberté et de son droit à l'accès au monde extérieur, qui sont des garanties essentielles à l'équité du procès.

94. Le Groupe de travail considère que, sur la base des éléments présentés par la source, les faits qui ont conduit à l'arrestation et à la détention des quatre défenseurs des droits de l'homme, ainsi que la détention elle-même, se sont caractérisés par un déni du droit à une procédure régulière. M. El-Baker s'est également vu dénier le droit à un avocat. C'est menotté et sans avocat qu'il aurait été interrogé par le Bureau du procureur général à la sûreté de l'État. Le 30 septembre 2019, lorsque l'avocat de M. El-Baker s'est rendu dans les locaux du Bureau du procureur général à la sûreté de l'État pour s'enquérir du sort de son client et du lieu où il se trouvait, il n'a pu obtenir aucune information. À 17 heures, il s'est rendu au poste de police de l'arrondissement de Fifth Settlement dans le même but. La police l'a informé que M. El-Baker avait effectivement été détenu dans ce commissariat et qu'il en avait été emmené ce matin-là. Le 10 octobre 2019, M. El-Baker a reçu la visite de son avocat en prison, pendant dix minutes et sous surveillance, ce qui a empêché le visiteur de lui demander des informations supplémentaires sur les atteintes qui avaient été portées à ses droits.

95. Le Groupe de travail constate avec préoccupation que, lorsqu'il a été mis en cause, M. Imam a informé le Bureau du procureur général de la sûreté de l'État des mauvais traitements qu'il avait subis, et que sa déclaration n'a pas été prise en compte<sup>10</sup>. Lors du renouvellement de sa détention provisoire, M. El-Baker a informé le parquet qu'on lui avait bandé les yeux et qu'on l'avait fait marcher en position courbée tout en l'insultant, en le frappant et en l'humiliant. La source affirme par ailleurs que les quatre défenseurs des droits de l'homme ont été maintenus dans de très mauvaises conditions dans les lieux de détention et que la communication avec les membres de leur famille avait fait l'objet de restrictions.

96. Le principe 15 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement dispose que la communication de la personne détenue ou emprisonnée avec le monde extérieur, et plus particulièrement avec sa famille ou son conseil, ne peut être refusée que pendant quelques jours. Dans son observation générale n° 32 (2007), le Comité des droits de l'homme a fait observer que le détenu devait avoir accès à un avocat dans le plus court délai et que son défenseur devait par conséquent être en mesure de le rencontrer et de communiquer avec lui en privé, et d'assister à toutes les activités relatives à l'enquête, y compris les interrogatoires, sans interférence ni restriction. Le détenu doit avoir accès à une représentation efficace. Aux termes du principe 2 des Principes de base relatifs au rôle du barreau, il incombe aux autorités compétentes de veiller à ce que les avocats aient accès aux informations, dossiers et documents pertinents en leur possession ou sous leur contrôle, dans des délais suffisants pour qu'ils puissent fournir une assistance juridique efficace à leurs clients. À noter aussi que cet accès doit leur être assuré au moment approprié, et ce, sans aucun délai. L'efficacité de la représentation en justice est fondamentalement liée au principe de l'égalité des armes consacré par l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 14 du Pacte ainsi qu'au droit des détenus à disposer du temps et des moyens nécessaires pour préparer leur défense avec un conseil afin d'être prêts à présenter cette défense au procès.

97. Le Groupe de travail souligne qu'au regard du droit international des droits de l'homme, toutes les personnes détenues et emprisonnées ont le droit de communiquer avec les membres de leur famille et de recevoir leur visite. Le droit de recevoir des visites s'applique à tous les détenus, quelle que soit l'infraction dont ils sont soupçonnés ou accusés. Selon le principe 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, ce droit ne peut être soumis qu'aux conditions et aux restrictions prévues par la loi ou par les règlements conformes à la loi.

<sup>10</sup> Avis n° 4/2021, par. 105.

98. Les détenus doivent être préservés de toute pratique qui viole leur droit d'être protégés contre tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, peuvent leur être intentionnellement infligées, comme clairement énoncé dans le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La source fait observer que, selon le Comité contre la torture, le droit de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres peines ou mauvais traitements est absolu. Il s'applique en toutes circonstances et ne souffre aucune restriction, pas même en temps de guerre ou en situation d'état d'urgence. Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, y compris des menaces de terrorisme ou d'autres crimes violents, ne peut être invoquée pour justifier la torture ou d'autres mauvais traitements. Cette interdiction s'applique quelle que soit l'infraction reprochée à la personne concernée.

99. Chaque détenu a le droit de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible. Ce droit vaut non seulement pour la prestation en temps opportun de soins de santé appropriés, mais aussi pour les déterminants fondamentaux de la santé que sont notamment une alimentation, une eau et un assainissement adéquats. Qui plus est, un transfert vers des établissements pénitentiaires spécialisés ou vers des hôpitaux civils doit être prévu pour les prisonniers malades qui ont besoin de soins spécialisés. Le fait de ne pas donner accès aux soins médicaux voulus constitue une violation du droit à la santé.

100. L'accès insuffisant à de l'eau propre et le refus des autorités de le faire examiner par un médecin ont aggravé le problème rénal dont souffrait M. El-Baker. M<sup>me</sup> Hassan, bien qu'ayant souffert d'insuffisance rénale, d'hypertension artérielle, d'une thrombose veineuse profonde et d'une possible embolie pulmonaire pendant sa détention, a été privée de soins médicaux efficaces. À cet égard, le Groupe de travail est d'avis qu'une personne qui fait face à un état de santé problématique alors qu'elle est maintenue dans des conditions sanitaires et de vie médiocres, sans soutien médical approprié lorsque le besoin s'en fait sentir, a peu de chances d'être également en mesure de faire face à des accusations criminelles dans des conditions d'égalité des armes. Il est important que l'État garantisse la santé et le bien-être de toutes les personnes placées sous sa garde, quelle que soit la forme de privation de liberté. Le Groupe de travail fait cependant observer qu'il n'en a pas été ainsi dans le cas d'espèce, alors précisément que les intéressés devaient préparer leur défense et faire face à un procès, ainsi qu'à la possibilité d'une condamnation au pénal pour des faits liés au terrorisme.

101. Le Groupe de travail relève en outre qu'en attendant de passer en jugement, les quatre personnes concernées ont été détenues pendant des périodes prolongées allant de trois à quatre ans. Selon le droit international des droits de l'homme, en particulier l'article 9 (par. 3) du Pacte, toute personne détenue en attente de jugement doit être jugée dans un délai raisonnable ou libérée. L'article 14 (par. 3 c)) du Pacte garantit à toute personne accusée d'une infraction pénale le droit d'être jugée sans retard excessif. En l'absence de réponse du Gouvernement, le Groupe de travail ne trouve aucun motif légitime susceptible de justifier les retards dans les procès contre ces personnes<sup>11</sup>, qui ont non seulement fait l'objet de poursuites pénales, mais ont aussi été privées de leur liberté et empêchées de mener à bien leur travail de défenseurs des droits de l'homme et d'avocats.

102. Pour ces raisons, le Groupe de travail estime que le droit à un procès équitable et les garanties procédurales reconnues à M. El-Baker, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan par la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte et d'autres normes pertinentes relatives aux droits de l'homme, n'ont pas été respectés et ont été diversement violés. En conséquence, le Groupe de travail estime que leur détention est arbitraire et relève de la catégorie III.

#### Catégorie V

103. En ce qui concerne la catégorie V, la source affirme que la privation de liberté des quatre défenseurs des droits de l'homme constitue une violation du droit international en ce qu'elle découle d'une discrimination fondée sur la situation des détenus, qui tend ou peut conduire au non-respect du principe de l'égalité entre les êtres humains. En l'occurrence, il est avancé que l'arrestation et la détention sont discriminatoires car fondées sur le travail des intéressés en tant qu'avocats et défenseurs des droits de l'homme.

<sup>11</sup> Voir les avis nos 16/2020 et 10/2021.

104. Sur la base des faits présentés par la source, le Groupe de travail considère que les quatre personnes concernées ont été visées en raison de leurs activités pacifiques en tant que défenseurs des droits de l'homme. Lorsque la détention résulte de l'exercice actif de droits civils et politiques, il existe une forte présomption qu'elle constitue également une violation du droit international découlant d'une discrimination fondée sur des opinions politiques ou autres<sup>12</sup>.

105. Le Groupe de travail estime que les quatre défenseurs des droits de l'homme ont été privés de leur liberté pour des motifs discriminatoires, en raison de leur qualité de défenseurs des droits de l'homme, ainsi que pour les opinions politiques ou autres qu'ils ont exprimées en réclamant des comptes aux autorités. Leur privation de liberté a constitué une violation des articles 2 et 7 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 2 (par. 1) et 26 du Pacte, et elle est arbitraire et relève de la catégorie V. Le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

#### Observations finales

106. Le Groupe de travail note avec préoccupation que les quatre avocats défenseurs des droits de l'homme ont été soumis à des périodes prolongées de détention provisoire. Pour ce faire, la période pendant laquelle ces personnes pouvaient être maintenues en détention de façon légale, en attendant les résultats de l'enquête et la tenue du procès, a été prolongée par différentes autorités, sans qu'il y ait condamnation. Lorsque ces prolongations sont arrivées à leur terme et que les autorités auraient dû condamner ou libérer les intéressés, elles ont introduit de nouvelles charges et de nouvelles procédures, de sorte que la période de détention provisoire puisse reprendre à zéro. Il s'ensuit que ces personnes ont été soumises à une détention de durée indéterminée, constituant la règle plutôt que l'exception, au mépris du droit international, notamment de l'article 9 (par. 3) du Pacte. Le Groupe de travail craint que cela ne constitue un schéma plus large et systématique en Égypte, où les autorités pourraient utiliser le renouvellement répété de la détention provisoire et l'introduction de charges supplémentaires contre les défenseurs des droits de l'homme et les avocats pour les empêcher de mener à bien leur travail, notamment de constater et de dénoncer les violations des droits de l'homme.

107. Le Groupe de travail est préoccupé par la détérioration de la santé de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan en raison des mauvaises conditions dans lesquelles ils sont détenus. La source affirme également que les contacts familiaux font l'objet de lourdes restrictions, en violation du droit d'être en contact avec le monde extérieur consacré par les règles 43 (par. 3) et 58 (par. 1) de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et par les principes 15 et 19 de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Le Groupe de travail rappelle que tous les États sont tenus de traiter tous les détenus avec humanité et avec le respect dû à la dignité inhérente à la personne humaine, comme le proclame la règle 1 des Règles Nelson Mandela.

108. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de veiller à ce que cessent tous les actes d'intimidation dirigés contre des personnes qui coopèrent avec les Nations Unies, comme M. El-Baker, qui a collaboré à l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, à ce que la commission de tels actes donne lieu à une enquête impartiale et efficace, et à ce que les responsables soient traduits en justice. Le Groupe de travail renvoie la présente affaire au coordonnateur chargé de la question des représailles du Comité de coordination des procédures spéciales et à la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme, afin qu'ils dirigent les efforts déployés par les Nations Unies pour mettre fin aux intimidations et aux représailles contre ceux qui coopèrent avec elles sur des questions liées aux droits de l'homme.

<sup>12</sup> Avis n<sup>os</sup> 88/2017, par. 43 ; 13/2018, par. 34 ; 59/2019, par. 79.



## Dispositif

109. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant :

La privation de liberté de Mohamed Hassan Mohamed Salaheldin el-Baker, Mahinour Mohamed Abdel-Salam Mohamed el-Masry, Amr Mohamed Adel Imam Mohamed Mostafa et Hoda Abdel Moneam Abdel Aziz Hassan est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 3, 8 et 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi qu'aux articles 9 et 16 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I, II et V.

En outre, la privation de liberté de Mohamed Hassan Mohamed Salaheldin el-Baker, Amr Mohamed Adel Imam Mohamed Mostafa et Hoda Abdel Moneam Abdel Aziz Hassan est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie III.

110. Le Groupe de travail demande au Gouvernement égyptien de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier sans tarder à la situation de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan et la rendre compatible avec les normes internationales applicables, notamment celles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

111. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'espèce, la mesure appropriée consisterait à libérer immédiatement M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan et à leur accorder le droit d'obtenir réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation, conformément au droit international. Dans le contexte actuel de la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et de la menace qu'elle représente dans les lieux de détention, le Groupe de travail appelle le Gouvernement à prendre des mesures urgentes pour assurer la libération immédiate de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan.

112. Le Groupe de travail demande instamment au Gouvernement de veiller à ce qu'une enquête approfondie et indépendante soit menée sur les circonstances de la privation arbitraire de liberté de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan, et de prendre les mesures qui s'imposent contre les responsables de la violation de leurs droits.

113. Conformément au paragraphe 33 (al. a)) de ses méthodes de travail, le Groupe de travail renvoie l'affaire à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, à la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste et au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour qu'ils prennent les mesures qui s'imposent. Le Groupe de travail renvoie la présente affaire au coordonnateur chargé de la question des représailles du Comité de coordination des procédures spéciales et à la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme, afin qu'ils dirigent les efforts déployés par les Nations Unies pour mettre fin aux intimidations et aux représailles contre ceux qui coopèrent avec elles sur des questions liées aux droits de l'homme.

114. Le Groupe de travail demande au Gouvernement d'user de tous les moyens à sa disposition pour diffuser le présent avis aussi largement que possible.

## Procédure de suivi

115. Conformément au paragraphe 20 de ses méthodes de travail, le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de l'informer de la suite donnée aux recommandations formulées dans le présent avis, et notamment de lui faire savoir :

a) Si M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan ont été mis en liberté et, dans l'affirmative, à quelle date ;

b) Si M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan ont obtenu réparation, notamment sous la forme d'une indemnisation ;

c) Si la violation des droits de M. El-Baker, M<sup>me</sup> El-Masry, M. Imam et M<sup>me</sup> Hassan a fait l'objet d'une enquête et, dans l'affirmative, quelle a été l'issue de celle-ci ;

d) Si l'Égypte a modifié sa législation ou sa pratique afin de les rendre conformes aux obligations mises à sa charge par le droit international, dans le droit fil du présent avis ;

e) Si d'autres mesures ont été prises en vue de donner suite au présent avis.

116. Le Gouvernement est invité à informer le Groupe de travail de toute difficulté rencontrée dans l'application des recommandations formulées dans le présent avis et à lui faire savoir s'il a besoin qu'une assistance technique supplémentaire lui soit fournie, par exemple dans le cadre d'une visite du Groupe de travail.

117. Le Groupe de travail prie la source et le Gouvernement de lui fournir les informations demandées dans les six mois suivant la communication du présent avis. Il se réserve néanmoins le droit de prendre des mesures de suivi si de nouvelles informations préoccupantes concernant l'affaire sont portées à son attention. Cela lui permettra de faire savoir au Conseil des droits de l'homme si des progrès ont été accomplis dans l'application de ses recommandations ou si, au contraire, rien n'a été fait en ce sens.

118. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a engagé tous les États à coopérer avec lui et les a priés de tenir compte de ses avis, de faire le nécessaire pour remédier à la situation de toutes personnes arbitrairement privées de liberté et de l'informer des mesures prises à cette fin<sup>13</sup>.

*[Adopté le 15 novembre 2021]*

---

<sup>13</sup> Voir la résolution 42/22 du Conseil des droits de l'homme, par. 3 et 7.